



**LE 07 OCTOBRE
INTERVENONS POUR**

NOS SALAIRES, NOS EMPLOIS !

Depuis un an, la crise, avec sa double dimension de menace d'effondrement du système financier et de récession économique mondiale, est venue porter un coup sévère aux théories libérales. La déréglementation et la financiarisation apparaissent comme des facteurs de désordres et de dangers sur le moyen terme. Les aléas de telles politiques impactent l'économie, la croissance et donc l'emploi.

L'argent doit-il continuer à alimenter cette suraccumulation financière ou être utilisé pour une réorientation vers des financements plus sains de l'économie réelle?

Pour la CGT, cette crise, avec ses conséquences terribles pour les travailleurs et pour l'économie, n'est pas seulement une crise de la finance. Elle est la manifestation d'une crise qui résulte d'années de compression des salaires, de récession sociale et de pression sans précédent sur les activités productives.

En sortir nécessite de rompre avec les politiques en cours.

Services Publics ou service au public ?

La crise que traverse l'économie mondiale a dévoilé les limites du tout-marchandise et du tout-privé. Elle appelle un nouveau mode de développement piloté par les besoins. Ces derniers sont particulièrement importants en matière de transports pour notre région Ile-de-France où le Premier ministre lui-même reconnaissait en début d'année un retard d'investissement de 25 ans. Dans ce cadre, le service public et particulièrement le secteur public ont un rôle majeur à jouer. Pourtant, pour les dirigeants de notre pays, il reste une

dépense à comprimer. Alors que pourraient s'édifier, dans l'hexagone et à l'échelle européenne, des services publics qui protégeraient les ressources en eau ou en énergie, ces dirigeants s'empressent de privatiser l'électricité, le gaz, les transports en commun, et donc de les soumettre à la seule loi que connaissent les actionnaires, celle du profit maximum.

A la RATP

Productivité/Emploi. **L'encadrement de la RATP** **n'est pas épargné par ces** **politiques**

Nous le vivons tous les jours avec des conditions d'exercice de nos métiers qui se dégradent.

La réalité dans nos services est marquée par une politique de productivité inscrite au plan d'entreprise au niveau de 10% sur 5 ans.

Pour y parvenir, la direction multiplie les réorganisations, les opérations de mutualisations des moyens (*au passage, on recentralise souvent ce que l'on a décentralisé il y a peu*) avec à chaque fois des suppressions de postes et son corolaire : les surcharges de travail.

Ces opérations s'accompagnent dans de nombreuses circonstances de pertes de savoir faire préjudiciables à la qualité de service.

Outre la perte d'emploi (730 postes supprimés en 2008 ; 650 entre juin 2008 et juin 2009) participant à une situation sociale qui voit croître le nombre de chômeurs, dans notre entreprise, ce sont aussi des problèmes humains qui se posent.

L'actualité nous montre régulièrement les drames sociaux que représentent pour les

salariés les restructurations, fermetures d'usines et autres délocalisations. Une récente étude menée par des spécialistes révèle, s'il en était besoin, l'impact direct sur la santé des travailleurs.

L'anxiété, la surcharge de travail consentie par crainte de faire partie de la prochaine charrette, toute cette tension constitue un mélange détonant.

La dégradation de la santé est la face immergée de l'iceberg, elle peut affecter celui qui est licencié et celui qui ne l'est pas.

Les pressions exercées dans le cadre de la concurrence, les différents concepts du type « présentéisme » conduisant à continuer de travailler malgré la maladie, en dépit de la fièvre ou de différents troubles que l'on ne soigne pas, les objectifs toujours revus à la hausse, les services de ressources humaines de proximité centralisés sur des plateformes, les mobilités forcées...autant d'éléments qui agissent directement sur la santé.

Des effectifs qui ne sont pas en adéquation avec les objectifs et les charges de travail.

Au cœur de cette rentrée, après Renault, la situation au sein de France Télécom avec 23 suicides en 18 mois ne vient-elle pas illustrer de manière dramatique ce que vivent les salariés dans de trop nombreuses entreprises ?

Les modèles économiques, le dialogue social et les politiques managériales en vigueur sont aujourd'hui mis en cause, notre entreprise aussi se doit d'y être attentive.

Salaires

La crise financière est venue renforcer les problématiques salariales, en braquant le projecteur sur le niveau atteint par les inégalités entre les revenus du travail et ceux du capital. Ces inégalités apparaissent aujourd'hui non seulement porteuses d'injustice sociale, mais aussi facteurs de crise économique en réduisant les débouchés des entreprises. De fait, revendiquer sur les salaires ne s'oppose pas à l'emploi, mais au contraire le favorise.

La revalorisation des salaires : une réponse sociale et économique.

Le débat portant sur les places respectives de l'investissement et de la consommation dans les plans de sortie de crise traduit à sa manière que la question salariale est devenue incontournable.

L'accord triennal en cours ne garantit pas le pouvoir d'achat de l'ensemble des agents de la RATP.

Pour ce qui est de 2010, la CGT est prête à négocier un protocole sur la base d'une augmentation substantielle de la valeur du point à hauteur de 3%, seul élément de la rémunération qui garantisse une amélioration pérenne de nos revenus.

Ce protocole devra prendre en compte les augmentations de la Mutuelle par l'entreprise, il devra comporter un chapitre sur la gratuité des transports en Ile-de-France pour les actifs et les retraités ainsi que la suppression du « 1% solidarité ».

Il est nécessaire de peser sur les négociations à venir.

Oui, d'autres choix sont possibles, nous ne pourrions les imposer que si les salariés se regroupent et agissent ensemble avec des organisations syndicales rassemblées à leurs côtés.

C'est dans cet esprit offensif que l'UGICT-CGT et toute la CGT/RATP abordent cette rentrée.

La crise actuelle est d'abord la conséquence de la sous-valorisation du travail : emploi et rémunération réunis.

Le 7 octobre, dans le cadre de la journée mondiale sur le travail décent, faisons-nous entendre !